



ASSOCIATION
D'AVOCATS

Rue de la Source, 68
1060 Bruxelles

Tél. : 02 / 548.97.90
Fax : 02 / 548.97.99

secretariat@ugka.be
www.ugka.be

Associés gérants :

Marc Uyttendaele ⁽¹⁾ ⁽³⁾ ⁽⁶⁾
Isabelle Ferrant ⁽¹⁾
Dominique Gérard ⁽¹⁾
Nathalie Uyttendaele ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾
Laurent Kennes ⁽¹⁾ ⁽⁶⁾
Anne Feyt ⁽¹⁾ ⁽²⁾
Sophie Leroy ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽⁵⁾ ⁽⁷⁾
Fanny Vansillette ⁽¹⁾

Associés :

Hélène Belot
Coline Aron

Groupés :

Bieke Vanmarcke
Samuel Malisse
Charlotte Jans

Collaborateurs organiques :

Patricia Minsier
Julien Uyttendaele

Collaborateurs :

Emilie Van de Calseyde
Ethel Despy
Eva Lippens
Nathan Mouraux
Jacques Willocq
Ellyn Beert
Andrea Tirolo
Alice Keuller
Canan Celik
Audrey Robin
Inas Badaa

⁽¹⁾ Société à responsabilité limitée

⁽²⁾ Médiateur agréé

⁽³⁾ Cabinet secondaire au Barreau de Nivelles :
rue de Payot, 13 à 1380 Lasne

⁽⁴⁾ Cabinet secondaire au Barreau de Nivelles :
chemin du Fond Coron, 7 à 1380 Lasne

⁽⁵⁾ Avocat collaboratif agréé

⁽⁶⁾ Cabinet secondaire au barreau de Namur :
avenue de Marlagne, 165 à 5000 Namur

⁽⁷⁾ Cabinet secondaire au barreau de Mons :
Rampe Sainte Waudru, 8 à 7000 Mons

Monsieur Vincent VAN QUICKENBORNE
Vice-Premier ministre
Ministre de la Justice et de la Mer du Nord
Boulevard du Jardin Botanique 50, boîte 65
1000 BRUXELLES

Par courrier recommandé et électronique

Bruxelles, le 7 décembre 2022

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

AFF SYNDICATS DE POLICE c/ ÉTAT BELGE – MR : MU/23/002

J'ai l'honneur de vous écrire en ma qualité de conseil du SNPS, du SLFP et de la CSC dans le cadre des négociations salariales menées au nom de l'État belge en application de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police et de la signature d'un protocole d'accord en votre nom. Je vous écris également en ma qualité de conseil de Messieurs Carlo MEDO, Vincent GILLES et Raoul MOULIN, en leur qualité de personnes physiques, par ailleurs responsables des organisations syndicales ici évoquées.

Ce 28 novembre, lors d'une réunion avec des représentants de mes clients, vous auriez indiqué ne pas avoir été dûment représenté lors des négociations ayant débouché sur l'accord salarial.

A ce titre, il y a lieu de rappeler les dispositions réglant la matière.

L'article 19 de l'arrêté royal du 8 février 2001 portant exécution de la loi du 24 mars 1999 organisant les relations entre les autorités publiques et les organisations syndicales du personnel des services de police prévoit que « *Le ministre ou son délégué dûment mandaté préside le comité de négociation conjointement avec le Ministre de la Justice ou son délégué dûment mandaté, suivant les règles qu'ils édictent* ».

L'article 27, § 1er du même arrêté prévoit que « *Le ministre ou son délégué dûment mandaté préside le comité supérieur de concertation conjointement avec le Ministre de la Justice ou son délégué dûment mandaté, suivant les règles qu'ils édictent* ».

Il en résulte que si vous ne présidez par personnellement le comité de négociation et le comité supérieur de concertation, cette mission incombe à votre délégué, lequel doit être dûment mandaté. De manière générale, pour toute réunion de négociation avec les organisations syndicales, auxquelles vous ne participeriez pas personnellement, vous devez mandater un représentant par un acte de délégation établi en bonne et due forme.

Sur ce point, la doctrine est univoque : « *l'acte qui opère la délégation doit être rendu opposable aux tiers par l'accomplissement de formalités de publicité, dont l'étendue dépend du nombre de personnes qui sont susceptibles d'être concernées par l'exercice de la compétence déléguée* » et « *Cette exigence de publicité suppose que l'acte de délégation soit écrit ; à défaut, la publication, l'affichage ou la notification est impossible. Il faut peut-être trouver là l'explication de l'adage Pas de délégation sans texte* » (P. GOFFAUX, *Dictionnaire de droit administratif*, Bruylant, 3ème éd., 2022, pp 272-273).

Autrement dit, la participation d'un délégué du ministre de la Justice aux réunions des organes visés plus haut implique un acte de délégation exprès.

Il apparaît que des réunions dans lesquelles vous étiez représenté ont eu lieu aux dates suivantes :

- 7 octobre 2020
- 28 octobre 2020
- 12 novembre 2020
- 25 novembre 2020
- 2 décembre 2020
- 9 décembre 2020
- 16 décembre 2020
- 6 janvier 2021
- 20 janvier 2021
- 28 janvier 2021
- 3 février 2021
- 12 février 2021
- 17 février 2021
- 24 février 2021
- 26 février 2021
- 3 mars 2021
- 12 mars 2021
- 31 mars 2021
- 2 avril 2021
- 23 avril 2021
- 5 mai 2021
- 5 mai 2021
- 7 mai 2021
- 12 mai 2021
- 2 juin 2021
- 11 juin 2021
- 1er juillet 2021
- 15 juillet 2021
- 26 août 2021

- 16 septembre 2021
- 14 octobre 2021
- 27 octobre 2021
- 27 octobre 2021
- 10 novembre 2021
- 18 novembre 2021
- 29 novembre 2021
- 2 décembre 2021
- 7 décembre 2021
- 8 décembre 2021
- 14 décembre 2021
- 20 décembre 2021
- 21 décembre 2021
- 23 décembre 2021
- 26 janvier 2022
- 28 janvier 2022
- 9 février 2022
- 23 février 2022
- 11 mars 2022
- 22 mars 2022
- 19 avril 2022
- 27 avril 2022
- 11 mai 2022
- 12 mai 2022
- 17 mai 2022
- 25 mai 2022
- 1er juin 2022
- 1er juin 2022
- 14 juin 2022
- 15 juin 2022
- 17 juin 2022
- 22 juin 2022
- 29 juin 2022
- 12 juillet 2022
- 13 juillet 2022
- 22 août 2022
- 7 septembre 2022
- 28 septembre 2022
- 26 octobre 2022
- 16 novembre 2022
- 30 novembre 2022

Vous trouverez, jointe à la présente, et pour votre facilité, une annexe permettant de préciser l'objet de ces réunions.

En vertu de l'article 32 de la Constitution et des articles 4 et suivants de la loi relative la publicité de l'administration du 11 avril 1994, vous êtes par la présente mis en demeure de fournir à mes clients non seulement tous les actes de délégation relatifs à chacune des réunions ici recensées, mais également tous les échanges de courriers, de courriers électroniques ou de notes internes à votre cabinet relatifs à ces délégations.

Rappelons, en effet, que « *Le terme "document" vise "une décision ou un acte administratif à portée individuelle émanant d'une autorité administrative fédérale", c'est-à-dire, un document administratif, notion par ailleurs définie à l'article 1er, alinéa 2, 2°, de la loi comme "toute information, sous quelque forme que ce soit, dont une autorité dispose" » (CE n°73705 du 15 mai 2008, Aquesbi).*

Il serait évidemment extrêmement grave qu'une personne non dûment mandatée ait, par sa signature, engagé l'État belge. Se poserait, en effet, la question de l'application de l'article 227 du Code pénal selon lequel : « *Quiconque se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans* , voire des articles 194 e suivants du Code pénal sur les faux en écritures publiques et authentiques.

Des engagements pris au nom de l'État belge par une personne qui n'était pas dûment mandatée est également de nature à engager la responsabilité de l'État que ce soit sous l'angle de l'article 1134 ou de l'article 1382 de l'ancien Code civil.

Rappelons, en effet, que la Cour de cassation a précisé que « *l'organe d'un pouvoir public ne représente celui-ci et n'engage sa responsabilité sur pied de l'article 1382 du Code civil, que lorsqu'il agit dans les limites de ses attributions légales, ou qu'il doit être tenu comme agissant dans les limites de celles-ci par tout homme raisonnable et prudent* » (Cass, 29 mai 1947, Pas, I, 1947, p. 216).

Bien que mes clients n'aient pas à justifier leur demande d'accès aux documents administratifs, les considérations qui précèdent démontrent pour autant que de besoin la nécessité qu'ils puissent en prendre connaissance afin de pouvoir engager les procédures juridictionnelles qui s'imposeraient, le cas échéant.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Premier ministre, en l'expression de ma haute considération.

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and curves, identifying the signatory as Marc UYTENDAELE.

Marc UYTENDAELE